Confédération Paysanne du Centre

Menace des 1000 vaches en région Centre…
Mobilisez-vous aux côtés de la Confédération paysanne

Le 16 février 2016 à Romorantin, la laiterie de Saint-Denis de l'Hôtel (GIE laitier du bassin de la Loire) invite à sa rencontre annuelle Michel Welter pour présenter l'usine des 1000 vaches dont il est le directeur : quel avenir de l'élevage souhaitons-nous en région Centre ?
Mobilisez-vous aux côtés de la Confédération paysanne pour défendre une autre agriculture.

Les conséquences néfastes des fermes-usines comme les 1000 vaches en termes d'emplois, d'environnement, d'alimentation et de dynamique locale sont bien connues. En termes d'emplois :
- l'installation d'une usine comme les 1000 vaches ne permettrait qu'à 1 éleveur sur 15 de subsister
- une généralisation de cette usine en région Centre ferait passer le nombre d'élevages de 948 à 63 !

Les critiques sont nombreuses : conséquences d'un prix du lait « 1000 vaches » à 270€ la tonne (faussé par un coût de production artificiellement abaissé par la captation de nombreux soutiens publics), destruction d'emplois, irrégularités du projet, logiques d'accaparement (foncier, subventions publiques…), montages sociétaires, flux logistiques mondialisés, impact sur l'environnement…
L'opposition à cette usine ne fait qu'augmenter, mais il semble qu'être la 360ème fortune de France permet de s'affranchir des lois et de la volonté des citoyens.

Or **les 1000 vaches ne sont qu'un symptôme de la crise globale qui touche l'élevage** et qui est **la conséquence de choix politiques.**
Les politiques toujours plus libérales abandonnent les éleveurs aux mains d'un marché volatil et sans aucun outil public de régulation depuis la fin des quotas. Résultat ? Des éleveurs en surcharge de travail, non rémunérés, des cessations d'activités qui dévitalisent les territoires…

Le modèle industriel a largement prouvé son incohérence, et sans un changement de cap, l'élevage est menacé de disparation.
La Confédération paysanne n'a eu de cesse d'alarmer les politiques de ces conséquences et de proposer d'**autres solutions** : encadrement de la production, soutien aux petites structures, autonomie, diversification (polyculture-élevage), qualité, recentrage sur le marché intérieur plutôt que sur l'export... L'augmentation de la valeur ajoutée passe surtout par un travail de diminution des charges pour augmenter la marge unitaire de production.

Mobilisons-nous pour choisir l'avenir de l'élevage dans notre région,

Ne nous laissons pas gagner pas ces fermes-usines sur-subventionnées destructrices d'un élevage paysan plus respectueux des hommes, de l'environnement et de nos territoires !

LES IMPACTS ALARMANTS SUR L'ELEVAGE D'UNE INDUSTRIALISATION COMME LES 1000 VACHES

En région Centre, *déjà sans les 1000 vaches, l'industrialisation a fait passer le nombre de fermes de 2 421 en 2000 à 948 en 2014, soit une diminution du nombre d'éleveurs de 60% en 14 ans.*

Les 1000 vaches achèveraient ce processus en un temps record…

Production livrée à l'industrie en 2014	*Production potentielle livrée à l'industrie pour 1000 vaches par élevage*
475 millions de litres *Pour 948 élevages (et 62 991 vaches laitières)* *= environ 1 896 emplois*	*501 millions 54 de litres* *Pour 63 élevages (soit 7 539 millions de litres produits par élevage)* *= environ 756 emplois*

Soit une chute du nombre d'éleveurs pour quelques fermes-usines hors sol…

Un projet destructeur d'emplois et une précarisation du travail agricole

D'après les données RICA 2012(moyennes et grandes exploitations), les exploitations laitières spécialisées emploient 1,87 UTA pour 54 vaches laitières, soit 29 vaches par actif. Le projet des 1000 vaches prévoit 10 à 12 emplois (hors méthaniseur) soit au mieux 83 vaches laitières par actif. Cela représente 3 fois moins d'emplois générés par rapport à la moyenne française des élevages spécialisés. Or « trois fermes valent mieux qu'une ferme-usine ». Ces emplois sont faiblement rémunérés (SMIC) alors qu'en parallèle une ferme spécialisée moyenne française dégage un revenu 30 à 40% supérieur par actif.

En outre, un emploi d'éleveur induit 7 autres emplois. La généralisation du modèle de la ferme des 1000 vaches engendrerait une hausse du chômage par la suppression de plus de 300 000 postes liés à la filière laitière.

Un danger pour le marché foncier français

Ces fermes usines accaparent le foncier, fragilisent la politique foncière française en détournant le contrôle des structures. Leur développement entraîne un renchérissement du foncier. Cela pèse pour l'accessibilité aux terres agricoles pour les paysans et tous ceux voulant s'installer. L'intransmissibilité du capital est une menace pour le renouvellement des générations en agriculture et l'autonomie des paysans.

Une logique d'accaparement de soutiens publics

Par la surface agricole importante contrôlée, la captation d'aides PAC est de grande ampleur. Le rachat d'énergie issu du méthaniseur est fixé à un prix largement au-dessus du marché et le méthaniseur bénéficie d'aides à l'investissement conséquentes. Au global, le financement est constitué de 11 millions d'euros d'investissement dont des subventions estimées à 2 millions d'euros d'aides publiques à l'investissement et 2 millions d'euros d'aides diverses à l'année (tarif subventionné de rachat de l'électricité, aides PAC, avantages fiscaux).

Indirectement, cela contribue à diminuer le niveau de prix du lait acceptable pour la rentabilité de la ferme-usine : Ramery annonce qu'il sera en mesure de proposer son lait au prix de 270€ la tonne alors que les éleveurs laitiers couvrent à peine leurs coûts de production à 350€ la tonne.

Par l'accaparement de soutiens publics, il contribue à accélérer la restructuration et la perte d'emplois dans la filière. Or, la productivité physique (niveau de production par actif) n'est pas synonyme de productivité économique (revenu / valeur ajoutée par actif), son système n'est pas plus « compétitif », et nécessitera à l'avenir comme les autres fermes-usines encore et encore des soutiens publics.

Une fragilité sanitaire du troupeau avérée

26% de mortalité sur les premiers mois. De plus la concentration des troupeaux engendre un usage croissant d'antibiotiques alors que les enjeux d'antibiorésistance et de santé publique sont omniprésents aujourd'hui.

Un projet incompatible avec le défi climatique

Cette exploitation s'inscrit dans des flux logistiques mondialisés : de la nourriture du bétail aux débouchés du lait, potentiellement réexpédié à l'autre bout de la planète. Une exploitation de cette taille dans ces conditions n'a pas recours au pâturage. Or l'enjeu de stockage de carbone et toutes les aménités positives liées aux prairies (meilleure qualité nutritive du lait) sont de plus en plus indispensables pour un développement durable de l'agriculture.

Ce projet est synonyme d'une évolution vers une agriculture sans agriculteurs. Après avoir perdu de l'autonomie vis-à-vis de l'amont (semences / produits phytosanitaires / variétés et sélection animales...) et de l'aval (transformation et distribution) au profit de multinationales, voilà que les industriels et financiers veulent faire le travail à la place des paysans. Il y a encore peu de fermes de très grande taille en France (moins de 10 fermes de plus de 250 vaches). Malheureusement, nous savons qu'au nom de la compétitivité, il n'y a pas de limite à la destruction des paysans (usine de 24 000 vaches au Vietnam, projets de 40 000 vaches en Inde et Chine…).